

Les principaux facteurs qui expliquent le faible taux d'inflation canadien ont été des règlements salariaux plus modestes et la diminution des coûts unitaires de la main-d'oeuvre. Les règlements salariaux ont augmenté de moins de 1 p. 100 depuis 1993. Cela a entraîné d'importantes réductions des coûts unitaires de la main-d'oeuvre et une plus grande compétitivité internationale au cours des deux dernières années. De 1991 à 1994, les coûts unitaires de la main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier ont baissé de 3,1 p. 100 au Canada alors qu'ils montaient de 5,8 p. 100 dans les pays du G-7 outre-mer et qu'ils reculaient de 1,1 p. 100 aux États-Unis.

Le Canada a connu une forte progression sur le plan commercial en raison d'une amélioration de sa compétitivité, du succès de ses récentes initiatives commerciales et de la conclusion des négociations commerciales multilatérales. Comme les exportations génèrent maintenant 37 p. 100 du PIB du Canada, on ne saurait exagérer l'importance du commerce. Chaque milliard de dollars en exportations crée ou assure environ 11 000 emplois.

La performance commerciale du Canada a été remarquable au cours des deux dernières années. Grâce à un bond des exportations aux États-Unis et au Japon de l'ordre de 15 et 25 p. 100, l'économie canadienne, de plus en plus compétitive, a créé des centaines de milliers d'emplois.

En 1995, le surplus de la balance canadienne du commerce de marchandises s'élevait à 28,4 milliards \$, comparativement à 9,5 milliards en 1993. Dans le premier trimestre de 1996, la moyenne de l'excédent commercial a été de 28 milliards \$, — plus faible qu'au quatrième trimestre, mais semblable à la moyenne de 1995. L'impressionnante performance commerciale du Canada a entraîné un substantiel redressement de son déficit du compte courant, qui a baissé de façon marquée en 1995, soit 0,2 p. 100 du PIB au quatrième trimestre — son niveau le plus bas par rapport au PIB depuis une décennie. S'il est remonté à 1 p. 100 du PIB dans le premier trimestre de 1996, c'est quand même une amélioration sensible par rapport au niveau de 4 p. 100 du PIB où il était en 1993. Selon la plupart des prévisions, la situation continuera de s'améliorer au cours des prochaines années.

Le gouvernement a fait des progrès considérables dans la consolidation des finances publiques. Il a amélioré son objectif de réduction du déficit en 1994-1995, il est en bonne voie pour celui de 1995-1996 (32,7 milliards \$) et il maintient le cap sur ses objectifs de 1996-1997 (24,3 milliards \$) et de 1997-1998 (17 milliards \$). Des dix provinces et des deux territoires du Canada, sept devraient équilibrer leurs budgets ou avoir des surplus en 1995-1996.

Le Canada, plus que les autres pays du G-7, a pris des mesures pour maîtriser ses déficits et sa dette. C'est pourquoi ses besoins financiers tomberont à 0,7 p. 100 de son PIB en 1997-1998, soit le niveau le plus bas depuis près de